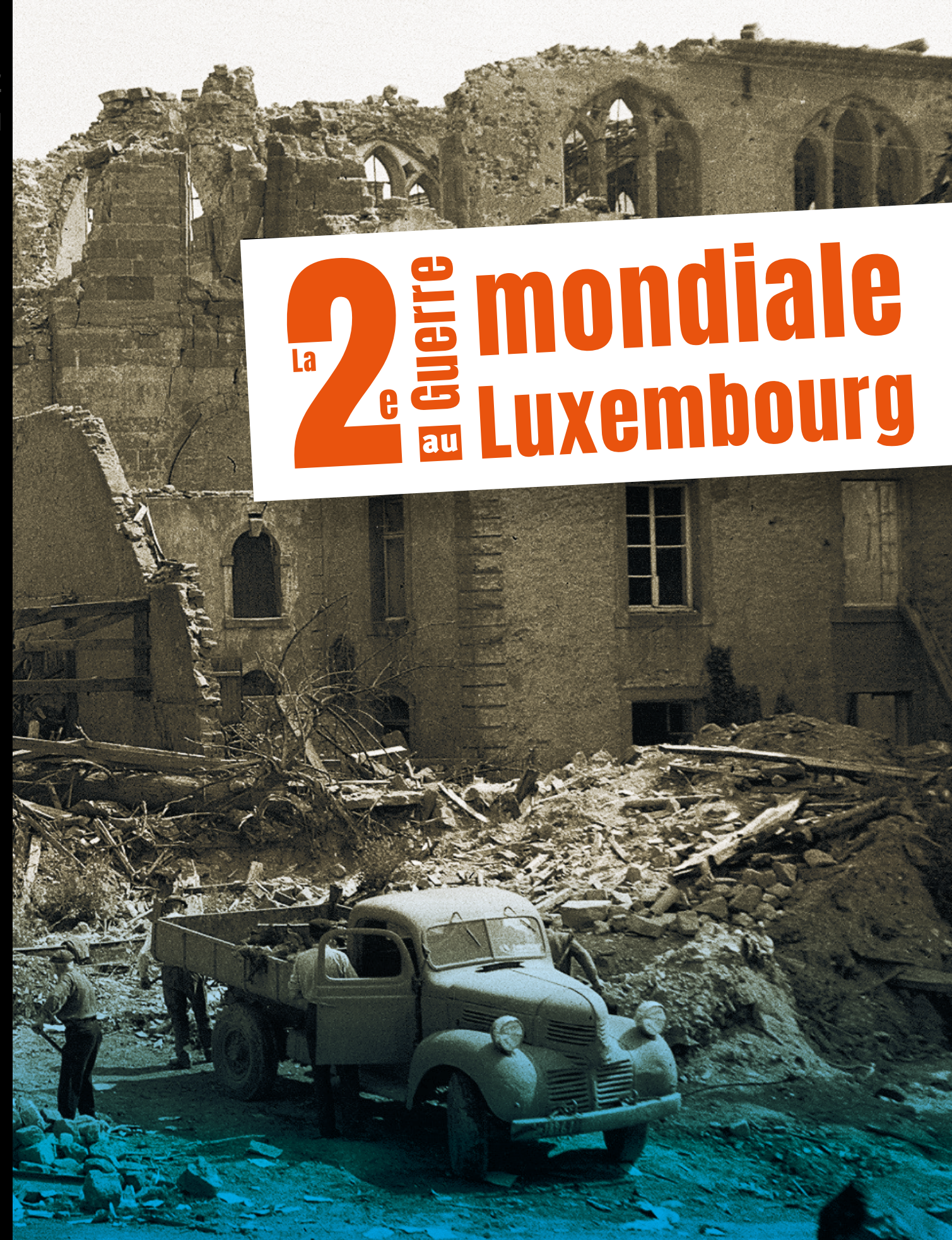


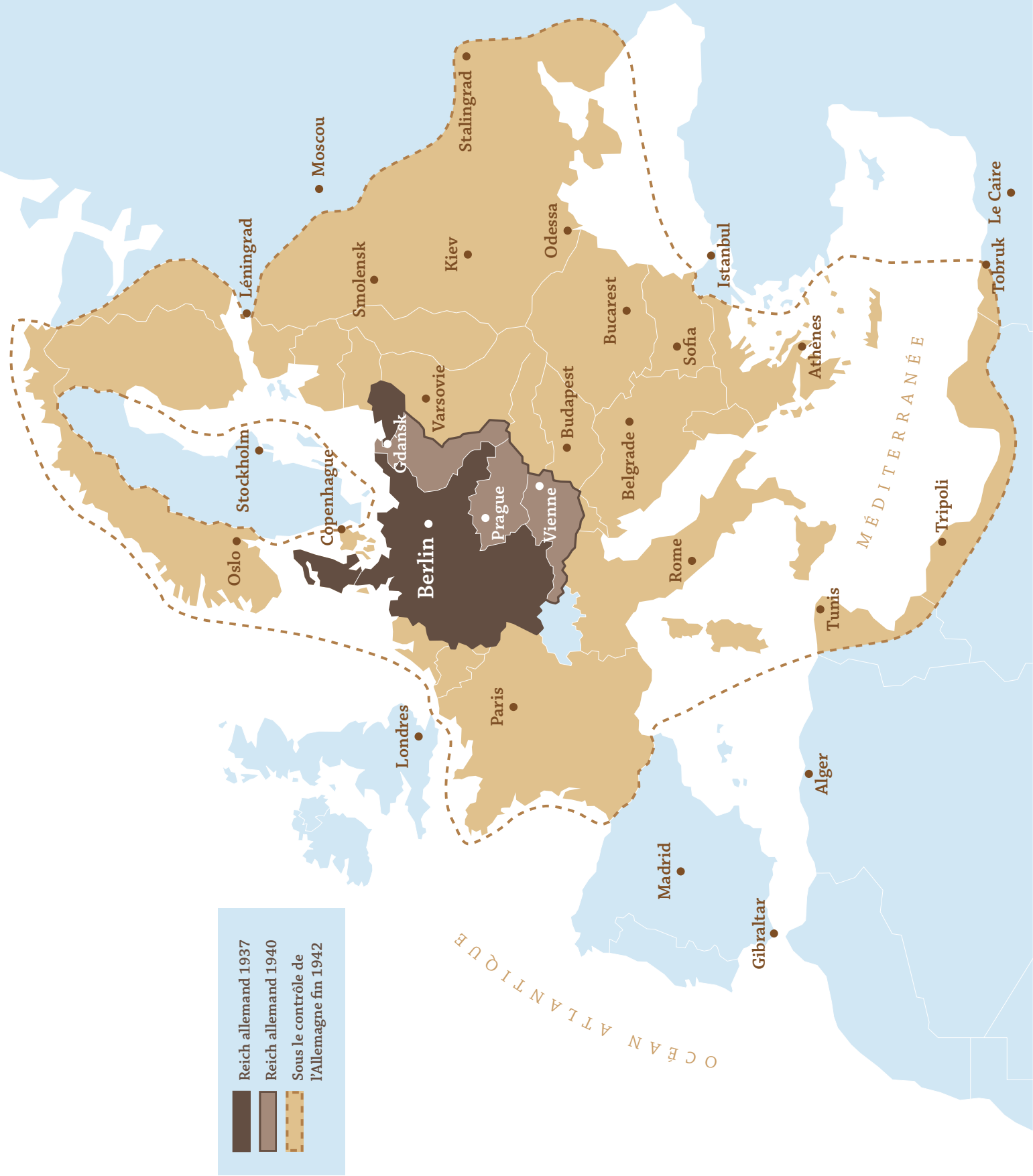


En 1940, le pays est occupé par l'Allemagne nazie. Les Luxembourgeois font alors l'expérience de la terreur et de la guerre. La période est marquée par des mesures illégales et inhumaines et la majorité souffre sous le régime nazi. Les résistants sont persécutés et bon nombre d'entre eux sont déportés dans des camps de concentration, la population juive est pillée et ensuite déportée dans les camps d'extermination, et des milliers de jeunes hommes et femmes sont enrôlés de force dans les services nazis, notamment dans l'armée allemande. D'autres par contre collaborent activement avec le régime nazi.

La Seconde Guerre mondiale (1939-1945) est le plus grand conflit que le Luxembourg ait connu. Elle a laissé des traces profondes qui subsistent encore aujourd'hui dans les mémoires.

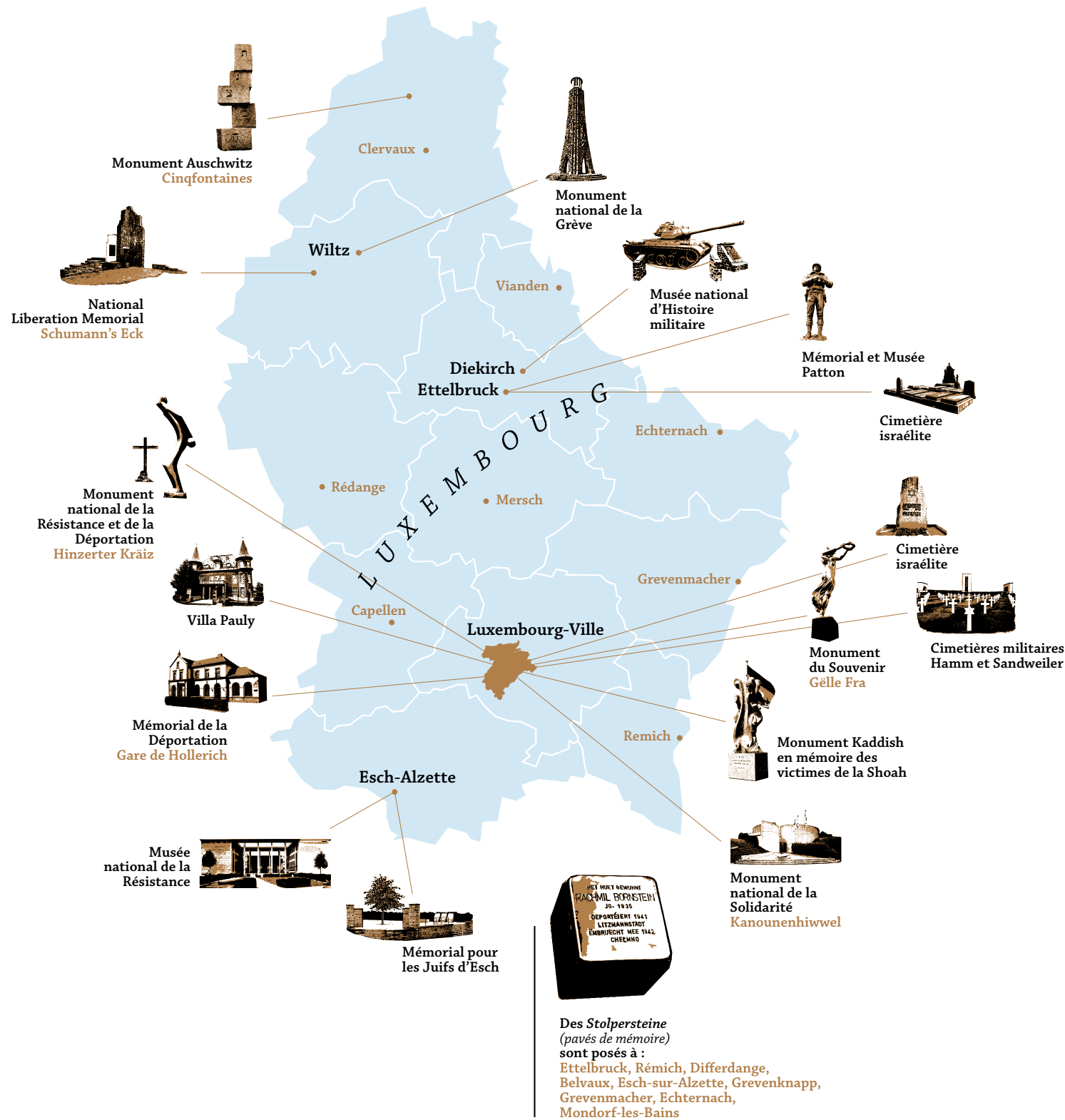


La 2^e Guerre mondiale au Luxembourg



Mémoriaux

Au Luxembourg, il y a plus de 500 lieux où la Deuxième Guerre mondiale est commémorée. Les principaux sont indiqués sur cette carte. Ces lieux sont divers : monuments, musées, cimetières, centres de documentation ou *Stolpersteine*.



La 2^e Guerre mondiale au Luxembourg



LUXEMBURGER

Du bist

Deutsch

Deine Muttersprache ist

Deutsch

Du gehörst
zu uns !

Volksdeutsche Bewegung
Luxemburg

Sommaire

Préface 4-5

1. Le glissement vers la guerre..... 6-7

2. L'invasion 8-9

3. L'État totalitaire 10-11

4. La politique raciale 12-13

5. La persécution des Juifs 14-15

Carte des principaux camps
de concentration et d'extermination 16-17

6. La résistance 18-19

7. L'enrôlement forcé 20-21

8. La désobéissance 22-23

9. La libération 24-25

10. Une société divisée 26-27

11. Un passé resté présent 28-29

La place de la Deuxième Guerre mondiale
dans l'histoire luxembourgeoise 30-31

Chères lectrices, chers lecteurs,

Le Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale réunit depuis sa création en 2016 les représentants des résistants, des enrôlés de force et des victimes de la Shoah dans une mission commune. Depuis lors, le Comité s'est pleinement investi dans l'organisation de la commémoration de la Deuxième Guerre mondiale, notamment en cherchant le contact avec les jeunes pour les sensibiliser aux événements tragiques d'il y a plus de 80 ans.

J'étais donc particulièrement enthousiaste lorsque le Comité, avec l'appui du *Zentrum für politisch Bildung*, a approché le gouvernement pour réaliser une brochure conjointe de l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale destinée tout d'abord aux jeunes, mais aussi aux lectrices et lecteurs adultes. Une grande partie des témoins de la première génération nous ont quittés et il nous appartient donc d'identifier d'autres vecteurs pour faire perdurer notre devoir de mémoire. Cette publication – réalisée de concert avec une équipe de jeunes historiens – est un début prometteur et un signe fort de la solidarité entre les trois communautés représentées au sein du Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale.

Xavier Bettel, Premier ministre



Vous avez 15 ou 18 ans ? Voire 25 ?

Alors, il y a 80 ans, vous auriez pu comme beaucoup de vos grands-parents ou arrière-grands-parents être placés dans des situations où vous deviez prendre des décisions sur la vie ou la mort de vos proches. Ou encore perdre votre liberté et être arrêtés, torturés, déportés et assassinés par les exécutants de l'idéologie nazie. Pourquoi ? Parce que vous étiez juifs, parce que le *Führer* avait décidé de vous faire entrer de force dans sa *Wehrmacht*, parce que vous entriez dans une résistance active ou passive contre l'occupant nazi. Ou encore parce que les nazis voulaient aussi éliminer tous ceux qui n'entraient pas dans *leur* schéma de l'homme, de la femme idéale : les Témoins de Jehova, les homosexuels, les Roms et Sinté ou d'autres soi-disant asociaux. Vous apprendrez aussi dans cette brochure qu'il y a eu une partie non négligeable de Luxembourgeois qui avaient choisi de collaborer avec l'opresseur nazi.

Lisez cette brochure, discutez-en avec vos collègues, vos enseignants, votre famille ! Allez chercher des renseignements supplémentaires, allez sur place, dans des lieux de mémoire. Rappelez-vous la phrase d'Elie Wiesel : « For the dead and the living, we must bear witness. »

Oui, il faut que les femmes et les hommes puissent vivre aujourd'hui dans un respect mutuel et dans un climat de sérénité où les paroles de haine seront définitivement bannies ! Prenez courage en lisant ce qu'a écrit, il y a 50 ans déjà, Bob Sheppard, un survivant de camps de concentration, en s'adressant à la jeunesse du Luxembourg :

« Sachez que vos pères ne cherchent pas à tirer de ce devoir qu'ils ont accompli de grand cœur, ni vaine gloire, ni triomphe, ni honneur. Sachez que la souffrance leur a tout simplement, mieux qu'à beaucoup d'autres, ouvert un peu plus les yeux sur les défauts et les qualités des hommes et si parfois leur regard vous semble lointain, c'est qu'ils revoient des choses qu'ils ne veulent pas que vous voyiez, jamais, ni vous, ni les vôtres, ni ceux qui vous succéderont, ni les peuples qui vous entourent.

Sachez que la souffrance a engendré la compréhension, que la haine a engendré la bonté. Ils veulent tout modestement être un témoignage de ce qu'il ne faut plus connaître dans un monde qui peut être si beau. Songez-y, jeunes du Luxembourg, qui lirez ce livre. Songez aussi que l'importance d'un pays et sa valeur ne se mesurent pas au mètre carré de surface au sol, à la densité de telle ou telle population, à la puissance de telle industrie, surtout pas à la gloire de tel ou tel homme, mais à la tenue de tous ses enfants dans l'adversité. »¹

Guy Dockendorf, président
Claude Wolf, vice-présidente
Josy Lorent, vice-président

¹ R. Sheppard, Président du Comité International de Mauthausen, matricule 35.174 in : *LETZEBURGER ZU MAUTHAUSEN*, édité par l'Amicale de Mauthausen, Luxembourg 1970 ; p. 6 (426 pages)

1. Le glissement vers la guerre

Quelle est la situation du Luxembourg avant la guerre ?

En 1929 commence l'une des plus graves crises économiques de l'histoire. Elle n'épargne pas le Luxembourg. Ici, comme un peu partout en Europe, beaucoup craignent que les étrangers ne prennent leur travail, notamment les Juifs qui fuient l'Allemagne à partir de 1933. Les nazis, qui considèrent le Luxembourg comme une partie perdue de l'Allemagne, inquiètent aussi les Luxembourgeois. Beaucoup réclament la protection d'un État fort. Contrairement à ce qui se passe dans beaucoup de pays, le Luxembourg échappe à un système dictatorial et opte pour la formation, en 1937, d'un gouvernement de grande coalition qui réunit les principaux partis politiques, à l'exception des communistes. En 1939, ce gouvernement organise les célébrations du centenaire de l'indépendance, qui donnent l'occasion aux Luxembourgeois d'exprimer leur attachement à leur pays. Juste avant la guerre, le Luxembourg compte à peu près 290 000 habitants.



20 - Den historasche Cortège ver'ent de Kasärenhall

Départ du cortège historique lors des festivités du centenaire de l'indépendance.

Qui sont les nazis et que veulent-ils ?

Le parti nazi (NSDAP) naît, après la Première Guerre mondiale, dans une Allemagne vaincue et ruinée. Les nazis considèrent que les Allemands sont une « race supérieure », mais qu'ils ont été trahis et affaiblis par les démocrates, les socialistes, les communistes et les Juifs. Ils les persécutent dès l'arrivée au pouvoir de leur chef, Adolf Hitler, en 1933. Les nazis veulent ensuite conquérir un « espace vital » pour faire du Troisième Reich une superpuissance et réunir tous les individus de « sang allemand » : par exemple les Autrichiens et les Allemands de Tchécoslovaquie ou de Pologne, mais aussi les Luxembourgeois. Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne envahit la Pologne. La France et la Grande-Bretagne lui déclarent alors la guerre. C'est le début de la Deuxième Guerre mondiale en Europe.



Photos du congrès du parti nazi à Nuremberg (Reichsparteitag), en 1933.



Gertrud Schloss,

filie d'un industriel juif, naît à Trèves en 1899. Elle adhère très jeune au parti social-démocrate (SPD). Après avoir obtenu un doctorat en économie, elle devient journaliste et écrivaine. Dans ses écrits, elle exprime son pacifisme, son féminisme, parle librement de son homosexualité, dénonce les nazis. Quand ces derniers prennent le pouvoir, elle doit se cacher. Finalement, elle fuit au Luxembourg avec sa famille. Le pays avait accueilli des centaines de réfugiés juifs dans les années 1930. Juste avant l'invasion allemande, ils sont près de 2 000. Le 16 octobre 1941, Gertrud et les siens sont dans le premier convoi qui emporte des déportés juifs du Luxembourg vers les ghettos et les camps de la mort. Elle est assassinée quelques mois plus tard dans le camp d'extermination de Kulmhof (Chelmno), en Pologne occupée.

Troisième Reich – Le terme « Reich » désigne, jusqu'en 1945, l'État allemand. Le Saint-Empire romain germanique, né au Moyen-Âge, était le Premier Reich, l'Allemagne unifiée en 1871, le Deuxième. Troisième Reich est le nom donné au régime nazi, l'État totalitaire qui naît après la prise de pouvoir par Adolf Hitler, en janvier 1933, et disparaît le 8 mai 1945, après la capitulation sans condition de l'Allemagne.



2. L'invasion



Entrée des troupes allemandes dans Luxembourg, mai 1940.

Quel est le sort du Luxembourg occupé ?

Dès le **10 mai 1940**, les Allemands attaquent la France et la Grande-Bretagne. Au passage, ils envahissent les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg, trois pays pourtant neutres. Près de 90 000 Luxembourgeois sont évacués vers le nord du pays et le sud de la France. La Grande-Duchesse et le gouvernement quittent le pays et forment un gouvernement en exil. Leur départ précipité laisse l'État sans direction. La Chambre des députés vote alors la création d'une Commission administrative. Après la défaite de la France, la Commission est prête à collaborer avec les Allemands si ces derniers reconnaissent l'indépendance du Grand-Duché. Les Allemands refusent. Ils considèrent que le Grand-Duché doit devenir une partie de l'Allemagne. Pendant ce temps, le gouvernement en exil s'engage aux côtés des Alliés.



La Commission administrative posant pour l'hebdomadaire A-Z. De gauche à droite : Louis Simmer, Jean Metzdorff, Albert Wehrer, Mathias Pütz, Joseph Cames, 1940.

Commission administrative – La Commission administrative est créée le 11 mai 1940. C'est un « gouvernement de fait », c.-à-d. un gouvernement créé en dehors des règles habituelles, en réponse à une situation de crise. Après son arrivée, le *Gauleiter* se sert d'elle pour donner ses ordres aux administrations. En octobre 1940, les Allemands arrêtent son président, Albert Wehrer. Fin décembre 1940, ils suppriment la Commission. Le *Gauleiter* n'en a plus besoin, c'est lui qui gouverne désormais.

Comment les Allemands suppriment-ils l'indépendance du Luxembourg ?

L'homme à qui Hitler donne pour mission de faire du Luxembourg une partie de l'Allemagne est le *Gauleiter* Gustav Simon. *Gauleiter* est un titre porté par un responsable régional du parti nazi – le terme *Gau* désignant une région. Gustav Simon est le chef du parti nazi dans le *Gau* de Coblenz-Trèves, qui se trouve à la frontière avec le Grand-Duché. Le **21 juillet 1940**, il est nommé *Chef der Zivilverwaltung* (Chef de l'administration civile), ou *CdZ*, au Luxembourg. Simon commence par prendre le contrôle des administrations. Il garde la plupart des fonctionnaires luxembourgeois mais confie les postes importants à des Allemands. Il supprime ensuite tout ce qui fait du Grand-Duché un État indépendant : son drapeau, son parlement et sa force armée, ainsi que la Compagnie des volontaires. Le sort de ses 463 soldats en dit long sur cette période difficile. Le Luxembourg est ainsi intégré dans le nouveau *Gau Moselland*.



Dernier baiser avant le départ forcé de la Compagnie des volontaires pour l'Allemagne, décembre 1940.



Évacués du sud du pays dans la gare de Luxembourg, mai 1940.



Eugène Weiss

vient d'avoir 18 ans quand la guerre frappe sa ville de Differdange. Coïncée dans la zone des combats, laissée sans instructions, la population se réfugie dans les mines, et les Allemands et la Commission administrative l'évacuent ensuite à Insborn, dans l'Ösling. Eugène décrit cela dans son journal intime. Il découvre les soldats allemands, qui ont l'air jeunes et sûrs d'eux. Il découvre aussi le nord du pays, qu'il connaît mal. Le mode de vie d'une population plus rurale et catholique que celle du Sud l'étonne souvent. Rentrés à Differdange, en juin 1940, lui et sa famille trouvent leur maison saccagée. Deux ans plus tard, Eugène est enrôlé de force ; il déserte mais est arrêté. Il est fusillé en 1945 à la prison de Sonnenburg (Słońsk).

Compagnie des volontaires (*Fräiwillige Kompanie*) – Avant l'invasion, le Luxembourg est un pays neutre. Il a cependant une petite force armée, la Compagnie des volontaires. Après avoir supprimé l'État luxembourgeois, l'occupant intègre celle-ci dans la police. 264 de ses 461 soldats iront finalement en prison ou en camp de concentration pour avoir désobéi aux Allemands. 77 meurent en captivité et pendant des opérations militaires. 14 autres rejoignent, au mois de juin 1942, le *Reserve-Polizeibataillon 101*, une unité allemande qui, dans le cadre de la Shoah, fusille 38 000 Juifs en Pologne occupée, et en envoie 45 000 autres dans les camps d'extermination.



Affiche de propagande de la VdB.

3. L'État totalitaire

Quelle est la vie de tous les jours dans un État totalitaire ?

Le *Gauleiter* Simon est le représentant d'un régime totalitaire, c.-à-d. d'un État qui ne laisse aucune liberté à ses citoyens et surveille tous les aspects de leur vie. Il exige des Luxembourgeois qu'ils se fondent dans la *Volksgemeinschaft* nazie ; qu'ils fassent le salut hitlérien, participent aux célébrations du régime, deviennent membres des organisations nazies et de la *Volksdeutsche Bewegung (VdB)*, etc. Refuser, c'est risquer de perdre son emploi, d'être muté en Allemagne ou, pour les jeunes, de ne pas pouvoir faire d'études. S'opposer ou résister, c'est risquer de tomber entre les griffes de la *Gestapo*. Pendant l'occupation, près de 3 500 hommes et environ 500 femmes du Luxembourg sont enfermés en prison ou en camp de concentration pour des raisons politiques. 800 y trouvent la mort.

Volksdeutsche Bewegung (VdB) – (« Mouvement des Allemands ethniques ») est un parti politique fondé le 13 juillet 1940. Il veut que le Luxembourg devienne une partie de l'Allemagne nazie, comme l'affirme sa devise : « *Heim ins Reich* ». Le *Gauleiter* Simon en fait un parti unique, chargé de soutenir sa politique. Il fait pression sur la population adulte afin qu'elle y adhère. La *VdB* est présente sur tout le territoire, jusque dans les plus petits villages, et surveille étroitement le comportement de la population.

Gestapo – La *Geheime Staatspolizei*, ou *Gestapo*, est la police secrète du régime nazi. Les Luxembourgeois appellent toutefois *Gestapo* tous les services de police allemands. Le quartier général de la police allemande au Luxembourg est la Villa Pauly. Beaucoup de prisonniers y sont torturés.



Défilé des Jeunesses hitlériennes sur la place d'Armes, août 1942.



Au Grand-Duché, le régime totalitaire s'impose aussi avec l'aide de plusieurs Luxembourgeois, dont le plus connu est Damien Kratzenberg, le chef luxembourgeois de la *Volksdeutsche Bewegung*.

Qui sont les nazis luxembourgeois ?

On appelle « collaborateurs » les habitants des pays occupés qui travaillent avec l'Allemagne nazie. Au Luxembourg, les plus radicaux sont les pro-Allemands, qui se considèrent comme des Allemands. Ce sont eux qui ont fondé la *VdB*, avant même l'arrivée du *Gauleiter*. 4 000 rejoignent plus tard le parti nazi. Ils en portent la chemise jaune, ce qui leur vaut le surnom de *Gielemännercher*. Ces pro-Allemands sont une minorité importante qui aide le régime nazi à contrôler le reste de la population. Ils diffusent la propagande nazie et surveillent leurs compatriotes. Leurs informations permettent à l'occupant d'identifier et de persécuter les non-conformistes, opposants ou résistants. Au moins 1 500 s'engagent aussi volontairement dans les armées allemandes, à partir de 1940.

Un nazi luxembourgeois

Il vient d'un milieu modeste mais ses bonnes notes lui permettent d'entrer à l'Athénée, en 1934. Il y fréquente les fils de l'élite, dont certains admirent comme lui Adolf Hitler. Ils créent une organisation d'extrême-droite, la *Luxemburger Volksjugend*. Après l'invasion, il adhère à la *VdB* et fait de la propagande pour les nazis. En 1941, il s'engage comme volontaire dans la *Waffen-SS*, la branche la plus radicale des forces armées du Troisième Reich. Trois ans plus tard, il est nommé lieutenant, ce qui fait de lui le plus haut gradé des volontaires luxembourgeois. Capturé par les Soviétiques, il se fait passer pour un enrôlé de force et il est libéré. Mais après son retour, il est reconnu et arrêté. En 1948, il est condamné à 10 ans de prison et il est déchu de la nationalité luxembourgeoise.





Affiches appelant les Luxembourgeois à ne parler qu'allemand, 1940.

4. La politique raciale

Les Luxembourgeois sont-ils des Allemands ?

Les nazis partent du principe que les Luxembourgeois sont des Allemands qui se sont éloignés des autres Allemands, à force de parler et de penser en français. Le *Gauleiter* interdit donc l'usage de cette langue, même pour des mots comme « merci » ou « au revoir ». Il ordonne aussi que les noms et prénoms qui sonnent français soient changés en noms et prénoms allemands. Un « Jean Meunier » devient par exemple « Johannes Müller ». Le *Gauleiter* finit toutefois par constater qu'il ne suffit pas de débarrasser les Luxembourgeois de l'influence culturelle étrangère pour en faire de « vrais » Allemands. Car certains d'entre eux ne sont pas de « race » allemande selon l'idéologie nazie, par exemple ceux d'origine italienne, française ou belge. Pour savoir qui doit être considéré comme allemand, le *Gauleiter* organise un recensement.

« Aryens » / « Non-Aryens » Dans l'idéologie nazie, « Aryen » désigne les individus appartenant aux « races blanches », parmi lesquels les Allemands sont censés former la « race supérieure ». « Non-Aryen » désigne les individus de « race inférieure », en particulier les Juifs.

Personenstandsaufnahme vom 10. Oktober 1941

Zählkarte für Ortsanwesende

(für alle Personen, eingetragen unter Abschnitt A der Haushaltsliste)

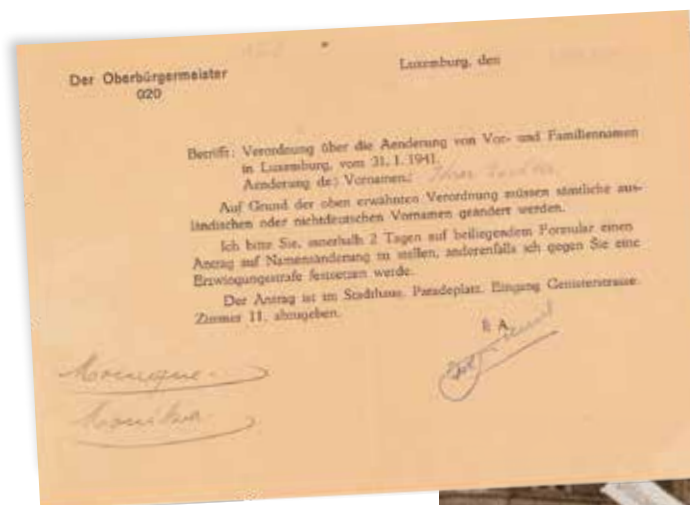
| | | | |
|------------------------|---|--------------------------------------|--|
| Vom Zähler auszufüllen | Kreis : | Gemeinde : | <i>Kamer.</i> |
| | Wohnplatz (Ortschaft) : | <i>Capellen</i> | |
| | Straße und Hausnummer : | <i>Luxemburger Nr. 6</i> | |
| | Zählbezirk Nr. : | Haushaltsnummer : | Zählkarte Nr. : |
| | | (d. i. Hds. Nr. in der Kontrolliste) | (d. i. Hds. Nr. in der Haushaltsliste) |
| 1. | Familienname (Zuname) : | | bei Frauen Geburtsname : |
| | Vorname (Rufname) : | | |
| 2. | Stellung zum Haushaltsvorstand : | | |
| | (wie Spalte 2 der Haushaltsliste) | | |
| 3. | Familienstand : | | |
| | <i>heiratet</i> verheiratet, verwitwet geschieden (wie Spalte 3 der Haushaltsliste — Nichtzutreffendes streichen) | | |
| | verheiratet mit : | | geborene : |
| | geboren am : | | in : |
| 4. | Geburtsjahr : | | |
| | Geburtsort : | | |
| | Geburtsort : | | |
| | falls außerhalb Luxemburgs, Land und Kreis : | | |
| | (wie Spalten 7 und 8 der Haushaltsliste) | | |
| 5. | Jetzige Staatsangehörigkeit : | | |
| | (wie Spalte 10a der Haushaltsliste; Doppelstaatsangehörigkeiten angeben) | | |
| | Falls jetzige Staatsangehörigkeit nicht durch Abstammung erworben ist : | | |
| | Art des Erwerbs (z. B. Option, Heirat) : | | |
| | Zeitpunkt des Erwerbs : | | |
| | Etwas frühere Staatsangehörigkeit : | | |
| | Zeitpunkt des Verlustes : | | |
| 6. | Hauptberuf : | | Stellung im Hauptberuf : |
| | Nebenberuf(e) : | | Nebenberuf : |
| | (wie Spalte 11 der Haushaltsliste) | | |
| | Wo und bei wem beschäftigt : | | |
| | (wie Spalte 13 der Haushaltsliste) | | |
| 7. | Muttersprache : | | |
| | (In der Regel besitzt jeder Mensch nur eine Muttersprache, in welcher er denkt und deren er sich in seiner Familie und im häuslichen Verkehr am liebsten bedient, weil sie ihm am geläufigsten ist, z. B. deutsch, italienisch, französisch, polnisch. Doch kommen auch besonders bei Personen in gemischtsprachigen Gebieten Fälle von Doppelsprachigkeit vor. Kinder, welche noch nicht sprechen, und Stummstühle der Muttersprache der Eltern anzugeben. — Dialekte (Mundarten), z. B. luxemburgisch, plattdeutsch, gelten nicht als Muttersprache). | | |

Comment le recensement du 10 octobre 1941 est-il transformé en « référendum » ?

Un recensement permet à un État de compter ses habitants et de recueillir leurs données personnelles : nom, prénom, âge, adresse, etc. Sur les formulaires du recensement du **10 octobre 1941**, il faut aussi indiquer ses nationalité, langue maternelle et « race », et déclarer si on est juif ou non. À ces questions, la résistance appelle à répondre par « trois fois luxembourgeois ». Elle veut ainsi détourner le recensement de son but initial pour en faire un « référendum », c.-à-d. un vote, sur l'indépendance du pays. Beaucoup suivent la consigne de la résistance, malgré le danger d'être identifiés par les Allemands, qui ont toutes leurs données personnelles, religion incluse. Combien sont-ils ? Assez nombreux pour que le recensement soit annulé. La résistance a gagné. Humilié, le *Gauleiter* fait arrêter 200 résistants. Deux d'entre eux sont décapités en février 1942.

Raymond Petit,

né en 1920, est élève au lycée d'Echternach lorsque les Allemands envahissent le pays. En septembre 1940, avec une poignée de camarades, il crée une organisation de résistance. Peu à peu, ils mettent en place un réseau dans les écoles et lycées du pays, aident des gens à quitter le pays, distribuent des tracts. Devenu suspect, Raymond est renvoyé du lycée l'année où il aurait dû passer l'examen de première. En octobre 1941, il participe très activement à la campagne contre le référendum. Pourchassé par les Allemands, il doit se cacher. Il est constamment à la recherche de personnes fiables qui pourraient l'héberger quelques semaines. En avril 1942, la *Gestapo* finit par le localiser à Berdorf. Plutôt que d'être arrêté, Raymond préfère se tirer une balle dans la tête à l'âge de 22 ans.



Propagande antisémite dans la vitrine d'un magasin à Luxembourg, 1940.



5. La persécution des Juifs



Parade nazie devant la synagogue de Luxembourg, 1941.

Quelle est la politique anti-juive du Gauleiter ?

Le Troisième Reich considère les Juifs comme une « race inférieure », ennemie de la « race supérieure » allemande. Il adopte des lois pour les identifier, les séparer des non-Juifs, leur confisquer leurs biens et les expulser. Ces lois sont publiées au Luxembourg le **5 septembre 1940**. La politique antisémite, c.-à-d. anti-juive, y est organisée par le *Gauleiter* et la *Gestapo*, mais certaines administrations luxembourgeoises, comme l'enseignement, les communes, la justice ou encore la police, y collaborent. Leur rôle est d'identifier et de lister les Juifs. Elles aident aussi les Allemands à leur confisquer leurs biens et à les exclure des écoles et de certains métiers. Le but du *Gauleiter* est de rendre le Luxembourg *judenrein*, c.-à-d. d'en éliminer les Juifs, le plus rapidement possible.



Le couvent de Cinqfontaines (Fünfbrunnen).



Qu'est-ce qui arrive aux Juifs pendant l'occupation ?

Près de 4 000 Juifs vivent au Luxembourg en **1940**. 980 sont des Luxembourgeois, un millier des étrangers arrivés avant 1933, les autres sont des réfugiés, surtout allemands et autrichiens, arrivés après 1933. Le jour de l'invasion, plus de 2 000 fuient en France et en Belgique. Environ 900 autres réussissent à quitter le pays jusqu'à la mi-octobre **1941**. À ce moment, les Allemands stoppent l'émigration. Leur but n'est plus de chasser les Juifs mais de les tuer tous. Certains d'entre eux sont d'abord rassemblés au couvent confisqué de Cinqfontaines, que les Allemands ont transformé en camp d'internement. Au final, près de 700 Juifs du Luxembourg sont déportés vers les ghettos et camps d'extermination, dans l'indifférence quasi générale. Presque 600 autres, réfugiés en France ou en Belgique, subissent le même sort. Quasiment tous sont assassinés dans le cadre de la Shoah.

Camp d'extermination d'Auschwitz-Birkenau.



Camps d'extermination – Les camps d'extermination sont des usines de la mort conçues pour exterminer, surtout dans des chambres à gaz, en premier lieu les Juifs mais aussi les Roms ainsi que des prisonniers de guerre soviétiques et d'autres groupes de personnes persécutées par le régime nazi. Les Allemands construisent leurs neuf camps d'extermination sur les territoires actuels de la Pologne (6), de la Biélorussie (2) et de la Lituanie (1). Le plus connu est celui d'Auschwitz-Birkenau.

Shoah – En 1941, les nazis décident d'exterminer le peuple juif. Pour cacher leurs véritables intentions, ils donnent à ce crime le nom banal de « Solution finale à la question juive ». Il est depuis entré dans l'histoire sous le nom d'Holocauste, qui signifie « sacrifice » en grec, ou de Shoah, qui signifie « catastrophe » en hébreu. Les deux tiers des Juifs d'Europe, soit 6 millions de femmes, d'enfants et d'hommes, sont assassinés : systématiquement maltraités ou affamés, gazés dans les camps d'extermination ou fusillés.

Arrivée de femmes et d'enfants juifs provenant de l'Europe de l'Est à Auschwitz-Birkenau.



René Oppenheimer

a 10 ans en 1940. Le magasin de ses parents est confisqué, parce qu'ils sont juifs. Lui-même n'a plus le droit d'aller à l'école, ni de jouer avec ses copains non juifs. Quand le *Gauleiter* interdit aux Juifs d'avoir des animaux de compagnie, son chien lui est enlevé et tué. Comme son père a été placé à la tête de la communauté juive par les Allemands, sa famille reste au Luxembourg jusqu'en 1943. En juin, ils sont internés à Cinqfontaines, puis déportés au camp de Theresienstadt, dans l'actuelle République tchèque. Il y voit sa mère mourir d'épuisement. En octobre 1944, il est séparé de son père et transporté dans le camp d'extermination d'Auschwitz. Il est tué dans une chambre à gaz peu après son arrivée.



Carte des principaux camps de concentration et d'extermination

Partout dans les régions qu'ils contrôlent, les nazis construisent des camps de concentration. En Europe de l'Est s'y ajoutent des camps d'extermination. Cette carte montre l'envergure de ce réseau à partir d'une sélection de camps. Les frontières indiquées sont celles d'aujourd'hui.

Marquage des prisonniers des camps de concentration

| | Politiques | Criminels | Émigrants | Témoins de Jéhovah | Homo-sexuels | Asociaux |
|---------------------|---------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------|---------------------------------|--------------|----------|
| Couleurs de base | ▼ | ▼ | ▼ | ▼ | ▼ | ▼ |
| Récidivistes | ▼ | ▼ | ▼ | ▼ | ▼ | ▼ |
| Unité disciplinaire | ▼ | ▼ | ▼ | ▼ | ▼ | ▼ |
| Juifs | ★ | ★ | ★ | ★ | ★ | ★ |
| Marquages spéciaux | ★ Juifs « honte de la race » | ★ Femme « honte de la race » | ● Suspect d'évasion | 2307 Numéro d'identification | Exemple | |
| | ▼ Polonais | ▼ Tchèque | ▲ Membres de l'armée allemande | ▼ Kapo | | |

Traduction et adaptation d'un tableau historique.



✕ Camp d'extermination

■ Camp de concentration

6. La résistance

Que signifie résister ?

Les premières organisations de résistance contre les Allemands naissent en août-septembre **1940**, notamment dans les milieux du scoutisme. Très diverses politiquement, elles partagent l'objectif de libérer le Luxembourg et de lui rendre son indépendance. Entrer en résistance, c'est choisir de combattre un régime totalitaire sans merci pour ses adversaires. Ce choix, dicté par le courage civique, est dangereux pour soi et sa famille. Ceux qui le font sont traqués, craignent en permanence d'être dénoncés et envoyés en camp de concentration, notamment celui de Hinzert. Beaucoup paient leur engagement de leur vie. Les résistants sont jeunes : en 1940, la moitié d'entre eux ont moins de 26 ans, 5 % ont même moins de 16 ans.

L'« escalier de la mort » au camp de concentration de Mauthausen en Autriche. Les prisonniers sont forcés de grimper les marches en portant des lourds blocs de pierre. Ceux qui tombent entraînent ceux derrière eux.

Contre-propagande de la résistance luxembourgeoise.

Camp de concentration – Les camps de concentration sont des camps où le Troisième Reich enferme ceux qu'il considère comme ses ennemis, généralement sans procès. Le but de ces camps est de briser la volonté des prisonniers, en les affamant, en les épuisant par le travail, en les frappant ou en les tuant pour un oui ou pour un non. En 1944, il y a 1 000 camps dans toute l'Europe occupée. Parmi les plus meurtriers, il y a ceux de Dachau, de Buchenwald, de Natzweiler, de Mauthausen ou, pour les femmes, de Ravensbrück. Il y a des déportés luxembourgeois dans les principaux camps de concentration. Mais celui qui en accueille proportionnellement le plus est celui de Hinzert, à 25 km à l'est de Trèves. 1 560 Luxembourgeois y ont été internés. 82 y sont morts. Beaucoup de déportés luxembourgeois ont été successivement internés dans trois ou quatre camps de concentration.



Clandestins accompagnés par leurs passeurs.
Photo prise à Limerlé à la frontière belgo-luxembourgeoise en 1944.

Quelles sont les activités de la résistance ?

Aider les personnes menacées par les nazis à sortir du pays et soutenir les opposants sont, au début, les principales activités de la résistance. Elle collecte aussi des renseignements pour les Alliés et fait de la contre-propagande, par exemple à l'occasion du recensement du 10 octobre 1941. L'enrôlement forcé transforme la résistance. Elle cache et nourrit près de 3 600 déserteurs et réfractaires, ou bien les fait passer au-delà des frontières. C'est un véritable exploit lorsqu'on sait que le pays est petit et étroitement surveillé, que la nourriture est strictement rationnée, que tout passage non autorisé de la frontière est puni de mort. Cela lui apporte de nombreux soutiens dans la population. Les enrôlés de force déserteurs lui donnent une nouvelle dimension, car certains sont armés et ont l'expérience du combat.

Madeline Weis-Bauler

a 19 ans en 1940. Elle étudie pour devenir puéricultrice mais ne trouve pas d'emploi après avoir refusé d'adhérer à la *VdB*. Elle rejoint par contre une organisation de résistance. Dénoncée, elle s'enfuit en France où elle reste en contact avec la résistance. En 1944, au cours d'une mission en Lorraine, elle est arrêtée à la gare de Conflans-Jarny. Transférée à la Villa Pauly, elle est interrogée par la *Gestapo*. Après avoir été enfermée pendant un mois à la prison du Grund, elle est déportée en Allemagne. Elle passe par plusieurs camps de concentration, notamment ceux de Ravensbrück et de Bergen-Belsen. Dans ses mémoires publiés en 2002, elle décrit les conditions de vie terribles qu'elle a vécues dans ces camps, particulièrement dans les derniers mois de la guerre.



7. L'enrôlement forcé

Pourquoi les nazis veulent-ils s'emparer de la jeunesse luxembourgeoise ?

Les jeunes sont une cible privilégiée des nazis, qui pensent qu'ils sont plus influençables et vulnérables à leur propagande. L'Allemagne a aussi besoin d'eux parce qu'elle manque de plus en plus de travailleurs et de soldats. En juin 1941, elle a envahi l'Union soviétique ; en décembre 1941, elle a déclaré la guerre aux États-Unis. Le Reichsarbeitsdienst (RAD) est introduit au Luxembourg en février 1941. Comme il y a peu de volontaires, le RAD devient obligatoire trois mois plus tard. Le 30 août 1942, c'est le service militaire qui devient obligatoire. La majorité de la population refuse que ses enfants meurent pour l'Allemagne. Le lendemain, le pays se met en grève. La répression est inouïe. 125 grévistes sont arrêtés. 21 sont condamnés à mort et exécutés. 260 lycéens sont envoyés en Allemagne pour y être « rééduqués ».



Des réfractaires dans un bunker.



Enrôlés de force dans le RAD pendant un exercice, 1941.

Quel est le sort des enrôlés de force ?

Au total, près de 10 200 jeunes Luxembourgeois de 18 à 24 ans sont enrôlés de force dans l'armée allemande. Plus de 2 800 meurent ou sont portés disparus sous l'uniforme de l'occupant. Environ 2 000 réfractaires se soustraient dès le début et environ 1 500 désertent de l'armée allemande. Une partie d'entre eux passe la frontière pour rejoindre les armées alliées ou la résistance. Environ 2 000 sont cachés au Luxembourg, par exemple dans des bunkers. Refuser de combattre pour l'envahisseur est un choix lourd et difficile pour ces jeunes gens. Leurs familles risquent la déportation (*Ėmsiudlung*) et eux leur vie. Beaucoup de déserteurs et de réfractaires sont arrêtés et jetés en prison ou en camp de concentration, souvent après avoir été dénoncés. Plus de 200 meurent en captivité, dont 166 qui sont exécutés. Le plus grand massacre à lieu à la prison de Sonnenburg (Słonńsk), dans la nuit du 30 au 31 janvier 1945. 91 Luxembourgeois sont alors fusillés, parmi eux Eugène Weiss.

Reichsarbeitsdienst / Kriegshilfsdienst – Le Reichsarbeitsdienst (RAD) est un service du travail de six mois, pour les garçons et les filles de 18 à 24 ans. Il est introduit au Luxembourg en février 1941 et rendu obligatoire trois mois plus tard. Certaines des jeunes filles qui font le RAD doivent aussi faire ensuite le Kriegshilfsdienst (KHD), un « service militaire auxiliaire », qui dure également six mois. 3 614 Luxembourgeoises sont ainsi enrôlées de force pendant un an. 58 d'entre elles trouvent la mort, notamment lors de bombardements. Pendant leur service au RAD, à Peenemünde, certains Luxembourgeois collectent des informations sur la fabrication des fusées V1 et V2 et les communiquent aux Alliés.

Bunker – La plupart des déserteurs et réfractaires sont cachés chez des particuliers, dans des greniers ou des granges. Mais certains le sont aussi dans des bunkers, de grandes cachettes souterraines, aménagées par la résistance. La plus grande est la galerie Hondsběsch à Niedercorn, une mine abandonnée où vivent jusqu'à 122 déserteurs et réfractaires pendant des mois.

Enrôlés de force / Déserteurs / Réfractaires – On appelle enrôlés de force les jeunes Luxembourgeois, hommes et femmes, nés entre 1920 et 1927, forcés de faire le service du travail (RAD) ou le service militaire obligatoires. Les déserteurs sont ceux d'entre eux qui se sont échappés alors qu'ils étaient déjà dans le RAD, respectivement dans l'armée allemande. Les réfractaires sont ceux qui ont refusé dès le début d'entrer dans le RAD ou l'armée allemande.

Jos Steichen

est élève à l'Institut Émile Metz de Dommeldange en 1942. Arrêté pour avoir participé à la grève contre le service militaire obligatoire, il n'échappe à la peine de mort que parce qu'il est mineur. Il est par contre enrôlé de force et envoyé sur le front de l'Est. Il déserte avec un ami en août 1943. Tous deux sont envoyés au camp de Tambov, en Russie, qui accueille des prisonniers de guerre non allemands. Ils n'y arrivent qu'au bout d'une marche éprouvante de 200 km, pieds nus. Les conditions de vie sur place sont tout aussi horribles. Ils sont maltraités et insuffisamment nourris. L'hiver, la température tombe jusqu'à -30 °C dans leurs baraquements. 167 des 1 012 Luxembourgeois enfermés à Tambov y meurent. Jos survit. Il est rapatrié au Luxembourg en novembre 1945.



Départ d'enrôlés de force à la gare de Hollerich, 1942.



8. La désobéissance



Luxembourgeois soumis au travail forcé sur le chantier de la Reichsautobahn, dans l'Eifel en 1941.

Comment la société luxembourgeoise passe-t-elle de la résignation à l'opposition ?

En été 1940, une majorité de Luxembourgeois s'est résignée à la victoire allemande. La persécution des Juifs provoque peu de réactions. Mais, à partir de **1942**, le refus de l'enrôlement forcé pousse en revanche de plus en plus de Luxembourgeois à la désobéissance, voire à l'opposition. D'autant qu'à ce moment, une victoire des Alliés redevient plausible. Au mois d'octobre 1942, Américains et Anglais débarquent en Afrique du Nord et en chassent progressivement les Allemands. En février 1943, ces derniers sont aussi battus par les Soviétiques à Stalingrad. Le nombre de déserteurs et de réfractaires augmente alors. Les pro-Allemands, qui aident l'occupant à trouver ces cachettes, sont de plus détestés et isolés. En juillet **1944**, deux déserteurs abattent le chef de la *VdB* de Junglinster. En représailles, les Allemands exécutent 10 enrôlés de force, détenus dans des prisons allemandes.



C'est à partir de la gare de Luxembourg-Hollerich que de nombreuses familles luxembourgeoises sont transplantées.

Comment le Gauleiter veut-il supprimer l'opposition ?

Dès son arrivée, le *Gauleiter* Simon menace d'expulser ceux qui refusent de se soumettre au régime nazi. À partir de mars **1941**, près de 70 personnalités qu'il juge peu fiables ainsi que 50 Juifs sont arrêtés et forcés de travailler sur le chantier d'une autoroute allemande. Après la grève de septembre **1942**, le *Gauleiter* décide un transfert de populations. Les familles que lui et les pro-Allemands jugent indésirables – celles de grévistes, de résistants, de responsables politiques, de déserteurs ou de réfractaires – seront transplantées de force (*ëmgesidelt*) en Allemagne et remplacées par des familles allemandes. En tout, près de 1 400 familles, qui réunissent 4 200 personnes, sont réinstallées de force dans l'est du Reich. Leurs biens sont confisqués et ils sont forcés de travailler pour l'industrie de guerre allemande.



Bus venant chercher à Wiltz une famille qui doit être transplantée.

Catherine Federspiel-Wagner

a 35 ans le 7 août 1940. Ce jour-là, son mari Nicolas est arrêté par la *Gestapo*, roué de coups puis déporté au camp de concentration de Buchenwald. Les Federspiel sont des Témoins de Jéhovah, une communauté religieuse persécutée par les nazis parce qu'elle est contre la guerre. Fin septembre 1942, la *Gestapo* vient arrêter Ketty et les enfants. Ils ont une heure pour faire une unique valise. Le reste de leurs biens est confisqué. Considérée comme anti-allemande (*deutsch-feindlich*), la famille est réinstallée de force en Silésie, une région alors allemande qui appartient aujourd'hui à la Pologne). Ketty et les enfants passent par les camps de transplantation (*Ëmsiedlungslager*) de Leubus, Flinsberg et Wartha. Quand ce dernier est libéré par les Soviétiques, ils peuvent enfin rentrer chez eux. Ils y retrouvent Nicolas, qui a survécu à la déportation.



Ëmsiedlung – L'*Ëmsiedlung* (en allemand : *Umsiedlung*) désigne la réinstallation de force, dans l'est du Reich, de familles d'opposants, de résistants, de déserteurs ou de réfractaires. Ces familles étaient originaires du Luxembourg, mais aussi d'Alsace et de Lorraine. Cette réinstallation de force a pour but de punir les familles. Elle a aussi pour objectif de faire grandir les enfants dans des régions majoritairement peuplées d'Allemands fidèles au régime. Plongés dans cet environnement, ils doivent devenir des sujets dociles du Reich, contrairement à leurs parents. Traditionnellement, l'*Ëmsiedlung* a été appelée « déportation » au Luxembourg. Pour bien marquer la différence avec la déportation vers les camps de concentration et d'extermination, on utiliserait aujourd'hui plutôt le terme de « transplantation ».

9. La libération



Entrée des chars américains dans Luxembourg, septembre 1944.

À quoi ressemble la fin du régime nazi au Luxembourg ?

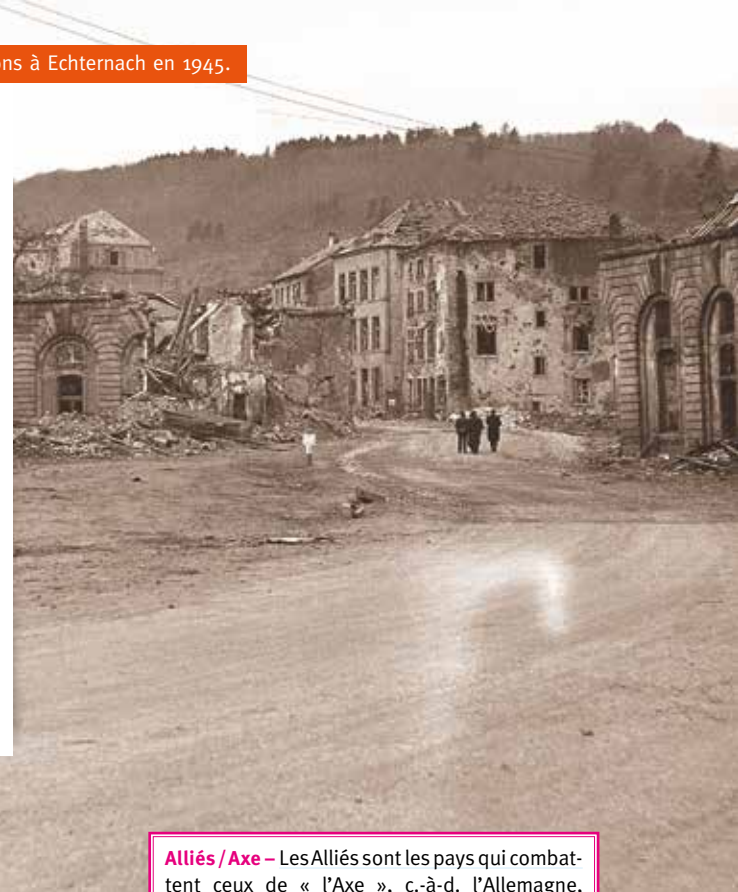
Les armées alliées débarquent en Normandie le 6 juin 1944. Parmi les troupes qui arrivent dans les semaines suivantes, il y a la Brigade Piron, composée de volontaires belges et luxembourgeois. Paris est libérée fin août. Les Alliés se rapprochent du Luxembourg. Les fonctionnaires allemands quittent le pays dès le 1^{er} septembre. 10 000 pro-Allemands partent avec eux, de peur des représailles. La libération semble proche. À Dudelange, elle est fêtée trop tôt. Dans la nuit du 1^{er} au 2 septembre, les Allemands y lancent une action punitive qui fait 6 morts. Les Américains entrent au Grand-Duché le **9 septembre 1944**. Quatre jours plus tard, ils ont presque entièrement libéré le territoire. La guerre est toutefois loin d'être finie.



Comment se déroule la bataille des Ardennes sur le sol luxembourgeois ?

Le **16 décembre 1944**, c'est le choc. Les Allemands, qui reculent depuis des mois, passent à la contre-offensive dans les Ardennes. L'un de leurs objectifs est le port d'Anvers, où les Alliés font arriver renforts, vivres et pétrole. Le nord-est du Luxembourg est de nouveau occupé et ravagé par les combats. Des centaines de civils meurent. Des localités entières, comme Echternach, sont détruites. Allemands et pro-Allemands prennent leur revanche : des résistants sont arrêtés, torturés et assassinés. Les Américains contre-attaquent à la mi-janvier 1945 ; la dernière ville à être libérée – le 12 février **1945** – est la ville de Vianden. La bataille des Ardennes est pour eux la plus sanglante de toute la guerre. Près de 20 000 Américains sont tués, dont environ 5 000 au Luxembourg. Ces derniers reposent aujourd'hui au cimetière militaire de Hamm.

Les destructions à Echternach en 1945.



Alliés / Axe – Les Alliés sont les pays qui combattent ceux de « l'Axe », c.-à-d. l'Allemagne, l'Italie et le Japon. Au début de la guerre, les pays alliés sont la Pologne, la France et la Grande-Bretagne. Les États-Unis et l'Union soviétique rejoignent l'alliance en 1941. Les gouvernements en exil de certains pays occupés, par exemple ceux de la Belgique ou du Luxembourg, sont aussi dans le camp allié.

Marcel Ferring

a 15 ans quand les Américains libèrent son village de Tandel, en septembre 1944. Pour la première fois depuis des années, il mange du chocolat, se met à croire à la fin prochaine de la guerre et espère le retour de son père. Ce dernier a été arrêté par les Allemands pour actes de résistance et envoyé au camp de concentration de Hinzert. Mais à partir du 16 décembre, Tandel est bombardé durant deux jours par les Allemands. Ces derniers finissent par réoccuper le village, qui est alors bombardé par les Américains. Marcel et les siens doivent fuir. Comme des milliers de gens de l'Est et du Nord, ils sont jetés sur les routes, au milieu des combats, dans l'hiver particulièrement glacial de 1944-45. À leur retour, en avril 1945, ils trouvent leur maison à moitié détruite.



Clervaux en ruines, après la bataille des Ardennes.

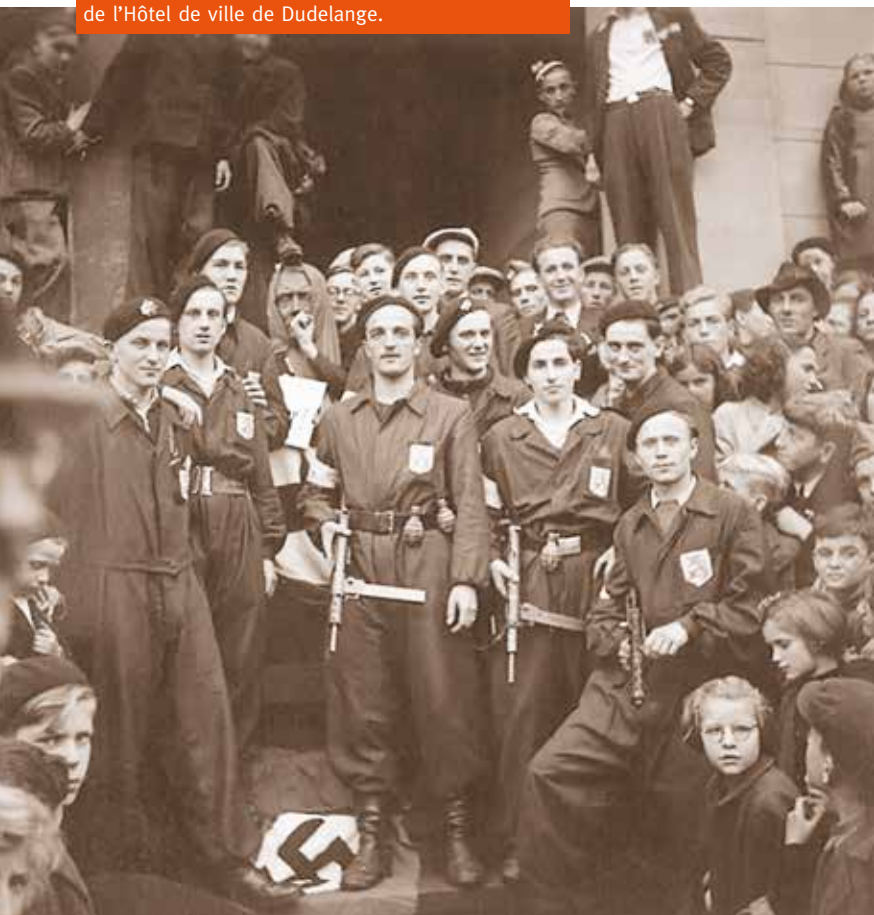


10. Une société divisée

Quels sont les affrontements politiques après la Libération ?

À la Libération, l'armée américaine gère le pays avec l'*Unio'n*, le mouvement unitaire de la résistance. L'*Unio'n* rêve de reconstruire le pays. Pour cela, elle veut d'abord épurer la société, c.-à-d. punir ceux qu'elle considère comme des traîtres. Elle entend par là les pro-Allemands mais aussi les membres de l'élite politique et économique restés en poste pendant l'occupation. En octobre, l'*Unio'n* a déjà arrêté et emprisonné plus de 3 200 collaborateurs présumés. Cela crée des tensions avec le gouvernement, rentré d'exil fin septembre 1944. En février 1945, l'*Unio'n* réclame la démission du gouvernement. Le 10 mai 1945, elle mobilise 10 000 personnes dans la capitale. Mais après cette démonstration de force, l'*Unio'n* se désagrège. Elle est trop divisée et inquiète ceux qui veulent un retour à l'ordre.

Jeunes hommes de la *Miliz*, posant sur les marches de l'Hôtel de ville de Dudelange.



Manifestants exigeant le châtiement des collaborateurs après la Libération.



Unio'n – L'*Unio'n* vun de Fräiheitsorganisatiounen, ou *Unio'n*, est le mouvement unitaire de la résistance. Fondé le 23 mars 1944, il rassemble six mois plus tard la plupart des organisations de résistance, de la gauche à la droite. À la Libération, il a 15 000 membres et dispose d'une organisation armée, la *Miliz*, composée en grande partie d'enrôlés de force qui ont déserté.



Des pro-Allemands obligés de défilé dans les rues de Luxembourg après la Libération.

Amnistie – L'amnistie est un acte légal qui, sans effacer le crime, demande qu'on n'en parle plus et annule la peine. Elle impose en quelque sorte un devoir d'oubli. Au Luxembourg, la loi d'amnistie de 1950 rend leur nationalité aux Luxembourgeois qui avaient été condamnés à plus de deux ans de prison dans le cadre de l'épuration politique. Celle de 1955 libère la plupart de ceux qui étaient encore en prison.

Les collaborateurs sont-ils punis ?

L'épuration demandée par l'*Unio'n* est finalement faite par le gouvernement revenu d'exil. Elle prend deux formes :

- L'épuration administrative concerne 18 000 fonctionnaires et représentants des différents métiers. Ses jugements sont secrets et plutôt légers : il n'y a que 0,2 % de sanctions graves.
- L'épuration politique est plus dure. Elle touche 10 000 individus accusés d'avoir été pro-Allemands. 12 sont condamnés à mort, 1 300 sont condamnés à plus de deux ans de prison et sont déchus de la nationalité luxembourgeoise – c.-à-d. que la justice leur retire la nationalité luxembourgeoise et fait d'eux des apatrides, des gens sans nationalité. Ils forment avec leurs familles une minorité détestée et exclue. La plupart ne récupèrent leurs droits qu'après le vote des lois d'amnistie de 1950 et 1955.



Une collaboratrice

En 1940, Y, du nord du pays, a 31 ans. Elle a eu trois enfants avec son mari, qui est allemand. Elle adhère très tôt à la *NS-Frauenschaft*, l'organisation féminine nazie, dont elle devient une propagandiste. En septembre 1944, quand son village est libéré, son mari, accusé de collaboration, est arrêté et les vitres de leur maison sont cassées à coups de pierres. Quand les Allemands reprennent la ville, pendant la bataille des Ardennes, elle voit l'occasion de se venger et dénonce deux de ses voisins, qu'elle tient pour responsables du sort de sa famille à la libération. L'un des hommes qu'elle a dénoncés meurt en déportation. Jugée en 1947, elle est condamnée à 20 ans de prison et déchue de la nationalité luxembourgeoise.



Défilé de l'*Unio'n* à Luxembourg, 10 mai 1945.

11. Un passé resté présent



Un ancien déporté parmi les manifestants qui défilent le 10 mai 1945 à l'appel de l'Union.

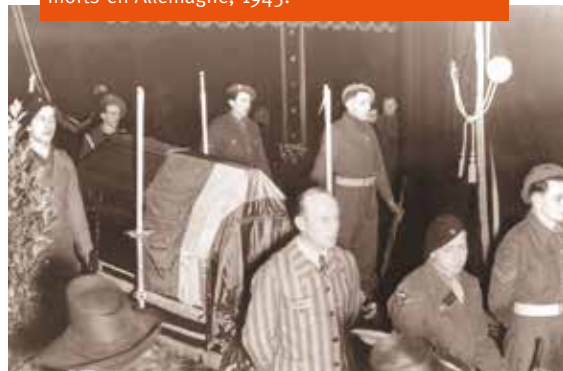
Quelle est la situation au Luxembourg au sortir de la guerre ?

Le **8 mai 1945**, la guerre prend fin en Europe. La joie est grande mais le bilan terrible. Au Luxembourg, le tiers des constructions (routes, ponts, maisons, etc.) est détruit. Plus de 8 100 de ses habitants sont morts. Des milliers d'autres rentrent progressivement. Le choc est grand au retour des survivants des camps de concentration, à la maigreur squelettique. Les milliers de pro-Allemands, qui avaient fui en septembre 1944, sont eux accueillis sous les insultes et les crachats. Les Juifs luxembourgeois, qui ont survécu à la Shoah, peuvent rentrer chez eux. Les Juifs étrangers, en revanche, ne sont autorisés à revenir qu'en nombre limité. Enfin, le sort des prisonniers de guerre luxembourgeois en URSS entretient la colère contre le gouvernement, accusé de ne pas en faire assez pour les rapatrier. Les derniers prisonniers ne rentrent qu'en **1948**.

Quelle reconnaissance officielle les différents groupes obtiennent-ils après la guerre ?

La guerre a été traumatisante pour de nombreuses personnes et a laissé des mémoires meurtries. Celle des collaborateurs est complètement refoulée. Les résistants reçoivent eux une reconnaissance officielle. 1 352 obtiennent le « titre de résistant » et une pension d'ancien combattant. Leurs disparus sont déclarés « morts pour la patrie ». Les enrôlés de force n'obtiennent le statut de « victimes du nazisme » ainsi qu'un dédommagement égal à celui des résistants qu'en **1981**, après des décennies de mobilisation. Les réparations sont réservées aux Luxembourgeois, ce qui exclut 75 % des Juifs, qui sont étrangers en 1940. Ils n'y ont donc pas droit. En **2015**, le gouvernement présente des excuses officielles à la communauté juive pour la collaboration de certains représentants des administrations.

Retour des cendres de déportés luxembourgeois morts en Allemagne, 1945.



Monument national de la Grève, inauguré en 1956 à la mémoire de la grève de 1942, à Wiltz.



Monument « Kaddish » à la mémoire des victimes de la Shoah, inauguré en 2018 à Luxembourg-Ville.



Comment unir des mémoires douloureuses et parfois conflictuelles ?

Après la guerre, les résistants, les enrôlés de force et plus tard aussi les victimes de la Shoah s'organisent pour pleurer leurs morts mais aussi pour lutter pour la reconnaissance de leurs droits et de leur mémoire. Ces organisations sont toujours animées par les 2^e et 3^e générations d'après-guerre. Le Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale a été créé, sur initiative du gouvernement luxembourgeois, par la loi du 21 juin 2016. Son but est de réconcilier et d'unir ces mémoires douloureuses et parfois conflictuelles. Il intervient auprès de l'État dans l'intérêt des résistants, des enrôlés de force, de la communauté juive et des victimes de la Deuxième Guerre mondiale en général. Ses membres ont aussi pour mission de perpétuer le souvenir. Ils participent notamment à l'organisation des commémorations officielles de la Deuxième Guerre mondiale.

Monument national de la solidarité luxembourgeoise à la mémoire de toutes les victimes de la Deuxième Guerre mondiale, inauguré en 1971.



La place de la Deuxième Guerre mondiale dans l'histoire luxembourgeoise

La Deuxième Guerre mondiale a profondément marqué la société luxembourgeoise. Elle lui a imposé quatre expériences tragiques :

L'expérience de l'occupation étrangère

Avant la guerre, une grande majorité de Luxembourgeois expriment leur volonté de vivre dans un État indépendant. Après l'invasion du 10 mai 1940, les Allemands commencent à détruire cet État pour faire du Luxembourg une partie de l'Allemagne. Les nazis considèrent en effet que la plupart des Luxembourgeois sont des Allemands qui se sont éloignés d'eux. C'est à ce moment que les premières organisations de résistance naissent.

L'expérience du totalitarisme

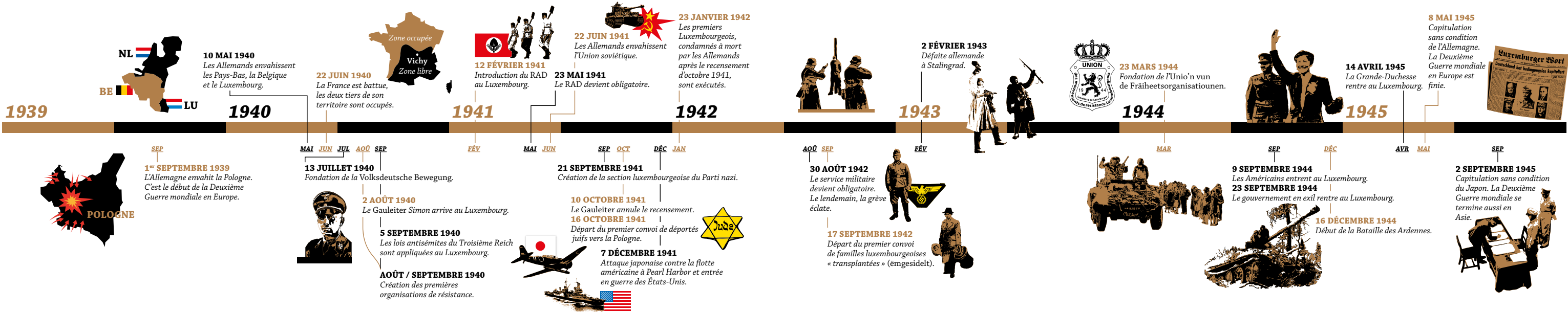
L'Allemagne nazie est un régime totalitaire : un État dictatorial et violent qui ne laisse aucune liberté à ses citoyens. Sa société idéale doit être purement allemande et nazie. Elle élimine tous ceux qui n'y ont pas de place. Elle expulse puis tue les Juifs. Elle déporte les résistants qu'elle a pu arrêter dans des camps de concentration, dont beaucoup ne reviennent pas ou extrêmement diminués. Les familles auxquelles elle ne fait pas confiance sont réinstallées de force en Allemagne et remplacées chez elles par des Allemands.

L'expérience de la guerre

Le Luxembourg, qui était un pays neutre, connaît la guerre. Au début, la plupart des Luxembourgeois se résignent à une victoire allemande. Mais la guerre ne se termine pas avec la défaite française. La Grande-Bretagne tient ferme. La guerre prend un tout autre caractère après l'entrée en guerre de l'Union soviétique en juin 1941 et des États-Unis en décembre 1941. Lorsque les Allemands forcent les jeunes Luxembourgeois à entrer dans leurs forces armées pour combattre et mourir pour eux, une grande partie de la population choisit la désobéissance. Beaucoup le paient de leur liberté ou de leur vie. Enfin, alors que la fin de la guerre semble proche, la bataille des Ardennes ravage le nord et l'est du pays.

L'expérience de la division

Une minorité non négligeable de Luxembourgeois soutient le régime nazi. Ces pro-Allemands surveillent leurs concitoyens, dénoncent et traquent résistants et enrôlés de force évadés. Les résistants haïssent ces pro-Allemands : beaucoup d'entre eux en veulent aussi au gouvernement en exil et aux élites, qu'ils accusent de lâcheté. La libération sera un moment de bonheur, mais aussi de colère et de douleur. L'histoire officielle a longtemps insisté sur l'unité des Luxembourgeois dans leur combat contre l'opresseur nazi. Mais ce récit avait occulté des mémoires divisées, qui continuent à faire mal des décennies plus tard.



Impressum

La Deuxième Guerre mondiale au Luxembourg

1^{re} édition 2020

© Comité pour la mémoire de la Deuxième Guerre mondiale,
Villa Pauly, 57 Boulevard de la Pétrusse, 2320 Luxembourg

Tous droits réservés.

Coordination : Historical Consulting Sàrl

Textes : Vincent Artuso, les deux groupes de travail
du CM2GM commémoration et sensibilisation et pédagogie,
Service de la mémoire du ministère d'État, Zentrum fir
politesch Bildung

Conception & réalisation : binsfeld

Illustrations et cartes : Mich Geimer

Impression : Imprimerie Centrale

Cette brochure est également disponible en
allemand, luxembourgeois et anglais.

Sources :

Couverture Coll. Nelly Hallé-Artois : Charles & Jos Artois, 1945 ;
Photothèque de la Ville de Luxembourg, Inconnu, 1940 (*en haut*) ;
Photothèque de la Ville de Luxembourg, Tony Krier, 1944;
Archives nationales du Luxembourg, **10** affiche, **20** affiche Bun-
desarchiv (Allemagne), **18** (*en haut*) ; Collection privée, **13** (*en bas*) ;
Everett Historical, Shutterstock, **7** ; Coll. Nelly Hallé-Artois :
25 Charles & Jos Artois, 1945 (*en haut*) ; Lëtzebuerg City Museum, **6** ;
Luxemburger Wort, **24** (*en haut*) ; Musée national de la résis-
tance, **11** (*à droite*), **12** documents, **18** (*en bas*), **19**, **20-21**, **22**,
23, **24** (*à gauche*) ; Państwowe Muzeum Auschwitz-Birkenau
(www.auschwitz.org), **15** (*en haut*) ; Photothèque de la Ville
de Luxembourg, **8** Inconnu, 1940, **9** Inconnu, 1940 (*en haut*),
9 Tony Krier, 1940 (*en bas*), **10** Inconnu, 1942, **10-11** Inconnu, 1942,
12 Batty Fischer, 1940, **13** Inconnu, 1940, **14** Tony Krier, 1941
(*en haut*), **20** Roger Weitzel, 1942 (*en bas*), **21** Tony Krier, 1941
(*à droite*), **24** Tony Krier, 1944 (*en bas*), **28** Pierre Bertogne, 1945
(*en bas*) ; United States Holocaust Memorial, **15** (*en bas*) ; Service
information et presse du gouvernement luxembourgeois, **29** ;
Tageblatt, **25** (*en bas*), **26** (*à droite*), **27**, **28** (*en haut*).



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Comité pour la mémoire de la
Deuxième Guerre mondiale



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État

Service de la mémoire de la
Deuxième Guerre mondiale

